

LETTRE OUVERTE AUX AGENTS DE L'OFB, AU MONDE AGRICOLE ET À TOUTES CELLES ET CEUX QUI AIMENT LA NATURE

mardi 25 février 2025

Juste avant le salon de l'agriculture, M. Wauquiez a écrit à tous les agriculteurs de la région Auvergne-Rhône-Alpes un courrier à l'en-tête du conseil régional, dont il n'est plus Président mais dont il reste « conseiller spécial ».

« (...) par la présente, nous souhaitons vous inviter à vous tourner vers notre Région pour bénéficier d'une aide juridique en cas de litige avec l'Office français de la biodiversité. Par ailleurs, n'hésitez pas non plus à nous faire remonter toutes les situations ubuesques que vous rencontrez. Car, au-delà de l'OFB, nous savons que d'autres organismes et de trop nombreuses normes vous pénalisent quotidiennement. »

Nous assistons, médusés, à la dérive incontrôlée de M. Wauquiez. Il propose de contester, avec l'argent des contribuables de la région, l'application de lois votées au Parlement par les élus de la République. Ceci est insupportable ! Nous demandons à nos conseillers régionaux une mise au point claire sur l'utilisation de nos impôts qui doivent rester en lien avec les attributions du conseil régional.

L'OFB est une institution clé du contrôle de la biodiversité en France. 60 % des terres agricoles sont dégradées par les pesticides, par l'arrachage des haies et par des pratiques agricoles qui détruisent la qualité des sols et des eaux. Le mot « humain » vient de humus tant il est vrai que l'homme ne pourrait vivre sans cette terre nourricière. L'OFB a de nombreuses missions qui intéressent l'agriculture : la protection de la biodiversité et de la fertilité des sols, la connaissance et la prévention des espèces exotiques invasives pour ne citer que quelques exemples.

La disparition de la police de l'environnement, souhaitée par M. Wauquiez, entraverait la bonne application de toutes les lois et réglementations environnementales, dont celles concernant la chasse et la pêche. En réalité, les rares infractions constatées par la police de l'environnement, dont certains agriculteurs sont les auteurs, font la plupart du temps l'objet de mesures alternatives aux poursuites pénales. En 2023, près de 90% des exploitations agricoles n'ont pas été contrôlées par le moindre service administratif et pour celles ayant fait l'objet de contrôles, très peu de peines sont prononcées à leur encontre¹. Lorsque des peines sont prononcées, elles sont rarement sévères, ce sont le plus souvent de simples avertissements pénaux probatoires ou transactions pénales qui ne sont donc pas jugés devant un tribunal.

¹ Rapport d'inspection interministériel, Révision des procédures de contrôle et des échelles des peines dans l'objectif de construire un cadre de confiance dans le monde agricole, 2024



Notre soutien à l'OFB et à ses agents est plein et entier. Ses rôles d'appui aux politiques publiques, de connaissance, d'expertise et de police de l'environnement sont indispensables et indiscutables. L'Office est au service de tous les français, y compris au service des agriculteurs.

En tant que député, M. Wauquiez pourrait proposer de faire adopter des lois si celles en vigueur ne lui convenaient pas. Il préfère, en dehors de tout cadre démocratique, tenter de rallier le vote des agriculteurs en s'attaquant violemment à l'OFB et aux associations de protection de la nature et de l'environnement.

Ne nous y trompons pas. Par ses attaques, M. Wauquiez ne favorise que l'agriculture industrielle et la chimie, il ne défend en aucun cas l'agriculteur.

Tout le monde sait que M. Wauquiez brigue un mandat de Président de la république. Il est bien silencieux sur les grands dossiers géopolitiques du moment. Il préfère concentrer sa hargne sur une agence utile à l'intérêt général et qui a peu de moyens. Alors qu'il se rêve en homme d'État, il en est réduit, comme son modèle Trump, à des dérives populistes fondées sur des vérités alternatives et sur le mépris des institutions.

«Notre soutien à l'OFB et à ses agents est plein et entier. Ses rôles d'appui aux politiques publiques, de connaissance, d'expertise et de police de l'environnement sont indispensables et indiscutables. L'Office est au service de tous les français, y compris au service des agriculteurs.»

Pour France Nature Environnement Auvergne-Rhône-Alpes,
Michel Jarry, Président

Pièce jointe

➔ [Courrier de M. Wauquiez / La Région AURA adressé aux agriculteurs](#)

France Nature Environnement Auvergne-Rhône-Alpes est la fédération des associations de protection de la nature et de l'environnement en Auvergne-Rhône-Alpes. Elle est la porte-parole d'un mouvement de 268 associations présentes sur tout le territoire d'Auvergne Rhône-Alpes. Retrouvez-nous sur fne-aura.org, [BlueSky](#), [Facebook](#), [Instagram](#).